

# Mairie de GRABELS

## Déclaration Préalable Maison Individuelle

Pour tout renseignement vous pouvez vous adresser à :

**Mairie de GRABELS**  
1 place Jean Jaurès  
34790 GRABELS  
☎ : 04 67 10 41 00

Montpellier Méditerranée Métropole  
Service Droit des Sols  
☎ : 04.67.13.69.54  
☎ : 04.67.13.62.06  
Affaire suivie par : Monsieur CACHARD  
François

### A RAPPELER DANS TOUTE CORRESPONDANCE

Dossier n°: DP 34116 24 M0080  
Déposé le 24/06/2024  
Demandeur : Madame OULBID Najoua  
Adresse des travaux : 28a Route de Montferrier  
N° de parcelle : AX0354

### Destinataire :

Madame OULBID Najoua  
28a Route de Montferrier  
34790 GRABELS

**URBANISME**  
**AFFICHAGE EFFECTUE**  
**DU 04/10/2024**  
**AU 04/12/2024**  
**NON OPPOSITION**  
**GRABELS, LE**  
**LE MAIRE,**

Madame,

Par courrier en date du 25/06/2024, je vous ai informé qu'il ne m'était pas possible d'entreprendre l'instruction de votre demande de Déclaration Préalable Maison Individuelle, enregistrée sous les références portées dans le cadre ci-dessus, car elle était incomplète.

Or, il s'avère que vous ne m'avez pas fait parvenir, dans le délai indiqué, l'ensemble des pièces ou indications manquantes.

**Votre demande fait donc l'objet d'une décision tacite d'opposition en application de l'article R423-39 du Code de l'urbanisme.**

En conséquence, vous trouverez, en retour sous ce pli, votre dossier de demande d'autorisation.

**Nota :** J'attire cependant votre attention sur le fait que cette mesure ne doit pas être interprétée comme un accord tacite sur le projet envisagé, étant précisé que si les travaux étaient mis en exécution sans autorisation réglementaire de mes services, vous vous exposeriez à des poursuites pour infraction à la législation (articles L480-1 et suivants du Code de l'urbanisme).

GRABELS, le

30 SEP. 2024

Le Maire

Le Maire,  
René REVOL



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.